

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Signe des temps

CHIRAC l'homme grâce auquel se déroule aujourd'hui la session parlementaire extraordinaire sur l'emploi est venu sur ses béquilles d'accidenté de la route assister à la première séance.

Assister, car les commissions d'enquête dont il voulait débattre ne sont pas à l'ordre du jour.

Signe des temps : le Parti de Chirac n'est plus celui qui, il n'y a pas si longtemps, était l'incontestable maître d'œuvre de la politique antipopulaire des monopoles, la même d'ailleurs que prolonge aujourd'hui la relève giscardienne.

S'il y a déclin quelque part, c'est bien du côté de ce parti qui marche en effet sur des béquilles.

On pourra s'étonner qu'un tel parti, dont l'avenir se trouve manifestement derrière lui, trouve aujourd'hui plus d'une convergence, et d'importance, avec un autre, le PCF, au point que l'URSS de Brejnev les rassemble l'un et l'autre dans les mêmes louanges, qu'il s'agisse de l'Europe ou même de l'emploi, comme on l'a vu il y a peu à propos de Denain.

Mais il n'y a rien d'étonnant à cela. Le PCF, qui fut le parti de l'avenir du temps où il était réellement le parti de la classe ouvrière — cette classe qui en finira un jour avec le capitalisme — s'est tourné vers le passé en abandonnant la voie révolutionnaire et en tombant dans le borbier du parlementarisme.

Signe des temps : malgré le faste et la publicité qui entourent cette « session extraordinaire », nul travailleur n'en attend rien qui vaille. Rien ne s'obtient que par la lutte : pas celle qui se mène au Parlement et qui n'est qu'un vieux pastiche monté par la bourgeoisie pour détourner de la vraie lutte les travailleurs.

Signe des temps : les vieux partis se retrouvent au Parlement quand les travailleurs se retrouvent dans la lutte ferme et déterminée contre les méfaits du capitalisme.

N'est-ce pas ce système qui est bancal, sans avenir, lui et tous ces oripeaux du passé ?

Gilles CARPENTIER

Cantons de Rennes 7 et Rennes 8

Des candidats du PCML

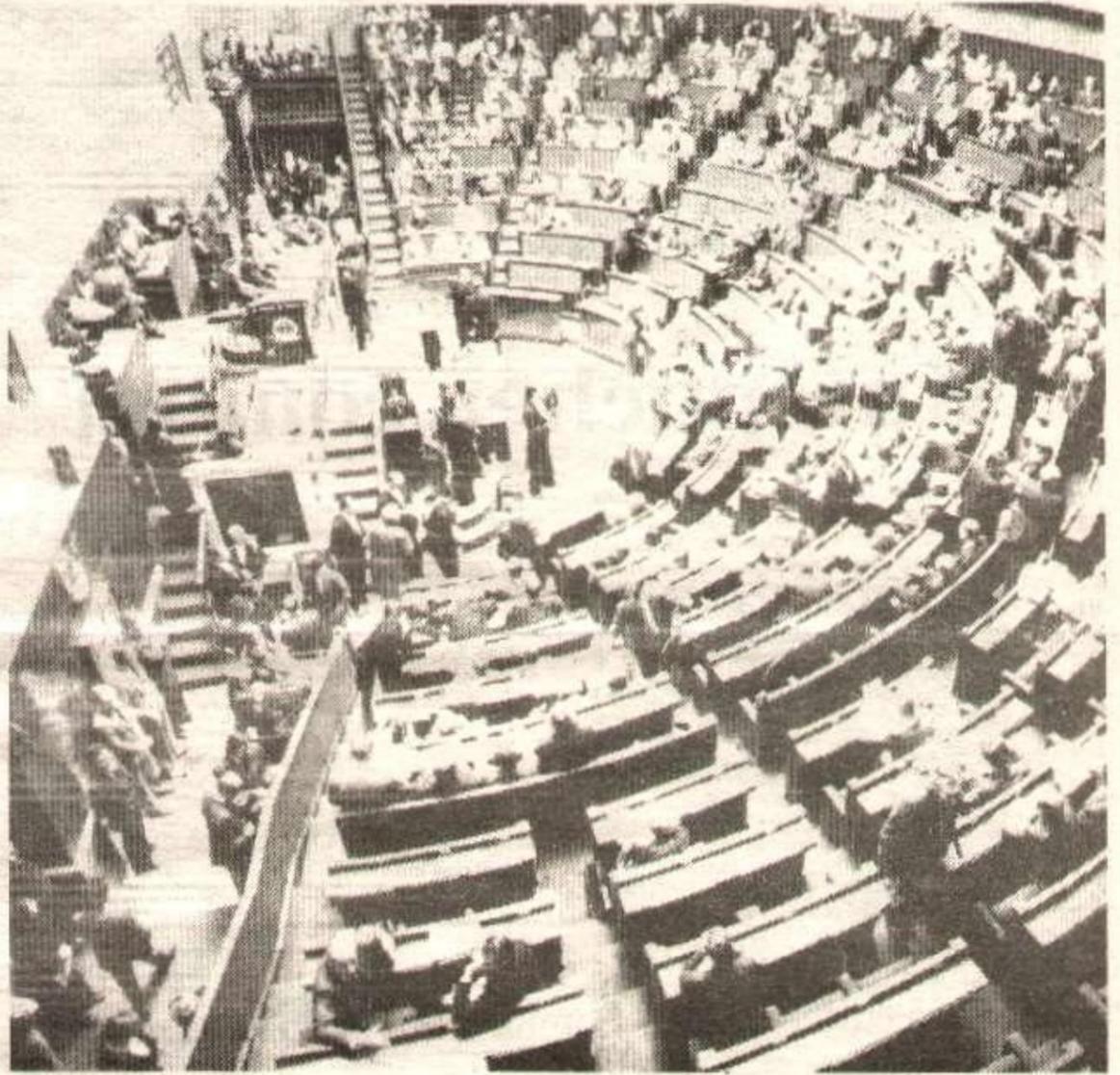
Voir article page 5

Discours creux dans un hémicycle plein

HÉMICYCLE plein à l'Assemblée nationale pour la première séance de la session extraordinaire du Parlement sur l'emploi.

Les députés ont fait de grands et beaux discours. Chacun a bien joué son rôle dans ce vieux théâtre dont il ne sortira rien de bon pour les travailleurs.

Voir articles page 3



Résistance accrue des patriotes cambodgiens

SELON la radio du Kampuchea démocratique, onze mille soldats vietnamiens ont été tués au Cambodge en un peu plus d'un mois. 108 tanks, 209 camions militaires, 4 canons et 2 bateaux ont été détruits pendant la même période et les patriotes cambodgiens ont récupéré 2 227 armes modernes et des munitions.

La radio appelle l'armée et les guerilleros à redoubler les attaques contre l'occupant vietnamien : « Il faut porter de 300 actuellement à 600 la moyenne quotidienne des Vietnamiens tués au Cambodge ».

Entre le 26 février et le 3 mars, une série d'accrochages ont fait 86 morts parmi l'armée vietnamienne. Ces opérations ont eu lieu au nord-est de Phnom Penh, dans la province de Kratié, et notamment dans la région des plantations de caoutchouc de Ménot. D'autres opérations sont à signaler à l'ouest du Cambod-

ge, près de la frontière thaïlandaise, dans la région de Battambang, Pursat et Sisophon.

Entre le 7 et le 10 mars, 247 soldats vietnamiens ont été tués et 57 blessés au cours de neuf actions des patriotes cambodgiens. Cinq camions militaires ont été détruits et 72 armes modernes saisies.

Le 1er mars, une opération de commando en plein Phnom Penh a fait sept morts parmi les occupants.

La radio indique également qu'à l'ouest du pays « tous les hommes valides ont été mobilisés dans les rangs de l'armée tandis que les femmes, les enfants et les gens âgés travaillent à la production... ».

Le 9 mars, dix soldats vietnamiens ont été tués au cours d'une opération des patriotes contre l'aéroport de Kratié et dix autres le 7 mars au cours d'une action contre la gare de Pursat, sur la ligne Phnom Penh-Poipet.

Les combats les plus meurtriers pour les occupants vietnamiens se déroulent à l'ouest du pays où les patriotes ont rassemblé leurs meilleures unités.

Par ailleurs, le régime fantoche installé par les Vietnamiens est obligé de faire état de la résistance armée qui se développe contre l'occupant, tant elle est manifeste. Il parle de résistance « des Khmers rouges dans certaines régions forestières, montagneuses ou rurales ».

Cette allusion a été faite par le vice-premier ministre et ministre de la défense du régime fantoche, Pensovann, Cambodgien originaire du Sud du Vietnam et ancien cadre du FNL vietnamien.

Un document des fantoches fait aussi état de combats dans la province de Kratié avec des éléments se réclamant du prince Sihanouk.

Le même document annonce le déclenchement d'une « of-

fensive finale » contre les maquis, ce qui est une manière d'avouer que la résistance donne bien du fil à retordre à l'occupant.

Un autre aveu intéressant est consigné dans ce texte : il s'agit de la « dégénérescence » qui gangrène les « cadres », c'est-à-dire les kollabos de l'occupant. Le texte parle d'« embourgeoisement et de débauche sexuelle ».

Enfin, la « solidarité militante entre le Cambodge et le Vietnam » est fréquemment rappelée. On sait ce que ça veut dire quand, au même moment, les patriotes cambodgiens annoncent que les effectifs de l'armée vietnamienne au Cambodge ont été augmentés, sans doute pour compenser les importantes pertes subies.

Il est de plus en plus clair que le régime fantoche ne tiendrait pas un seul jour sans la présence massive de l'occupant.

Claude LIRIA



Dans un camp de Khmers rouges, à côté de la frontière thaïlandaise.

Kampuchea combat

NOUS avons reçu ce poème d'un lecteur, inspiré par la résistance courageuse du peuple cambodgien à l'occupation vietnamienne de son pays. Se replier dans les forêts face à l'offensive de l'ennemi puis passer à la contre-attaque, telle est la tactique de la guerre populaire, une nouvelle fois appliquée au Cambodge.

Des milliers de martyrs par ces arbres fleurissent.
Tel est l'art de la guerre : un peuple se retire
Sous leurs frondaisons profondes, encore une fois ;
Entre leurs troncs égaux dont les branches se touchent*

*Vivent les maquisards, et l'armée populaire.
Qui pourrait conquérir cette forêt qui marche,
Ces monts couverts de brume, inaccessibles aux rois ?
Comme dans la légende, l'oiseau nous alerte.*

*Les lotus engloutissent un ennemi qui tombe.
Déjà, au fond du fleuve, il se change en poissons.
L'étranger encerclait ces montagnes précieuses ;
La forêt enserra sa colonne de chars.*

*Dans la nuit parfumée, ils veillent, nos soldats.
L'aurore, un cri d'oiseau, une pluie irisée ;
L'arbre cache nos armées, notre attente des chars ;
Les corps des conquérants calcinés, la ferraille.*

* Dans les plantations d'hévéas, au temps des Français, quand un ouvrier venait à mourir, on plantait sur son corps un jeune arbre, pour l'exploiter encore après sa mort.

Vers un Parti marxiste-léniniste unique en Espagne

LES comités centraux des deux organisations marxistes-léninistes espagnoles, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) et le Parti du travail d'Espagne (PTE) viennent de publier un document commun dans lequel ils annoncent leur intention de s'unifier rapidement dans un parti marxiste-léniniste unique.

D'ores et déjà, il apparaît établi que les forces marxistes-léninistes iront unies aux élections municipales qui doivent se tenir le 3 avril et pour laquelle la campagne électorale vient de s'ouvrir en Espagne.

Dans leur document commun, les deux organisations font état de la nécessité impérieuse dans la situation politique actuelle, caractérisée par le renforcement de l'UCD, le parti du pouvoir, lors des dernières élections, d'unir les forces marxistes-léninistes dans une organisation unique. Elles se déclarent au niveau international favorables à la théorie des trois mondes et analysent

l'Union soviétique comme la superpuissance la plus agressive et donc la cible centrale de la lutte antihégémonique au niveau mondial. Elles se prononcent pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et contre l'intégration dans l'Otan.

Sur le problème très important en Espagne, des nationalités, elles se prononcent pour une unité des peuples d'Espagne sur la base de la reconnaissance pour chacune d'elle du droit à l'autodétermination.

Si ce processus d'unification devait aboutir favorablement cela marquerait assurément une grande victoire du mouvement ouvrier espagnol. Les premiers résultats pourraient déjà s'en faire sentir dès les élections municipales ou, contrairement à ce qui s'était passé pour les législatives récemment, les deux organisations vont unies. A elles deux, elles avaient alors obtenu près de 400 000 voix. C'est dire l'importance du mouvement marxiste-léniniste en Espagne.

S. F.

Publications éditées par le Comité des Patriotes cambodgiens

Pour mieux connaître la situation passée et présente au Cambodge

Voici une liste d'ouvrages et de documents qui permettront à nos lecteurs de mieux connaître tant la situation passée que présente au Cambodge :

« Nouvelles du Kampuchea démocratique » (extraits des nouvelles diffusées par la radio *La voix du Kampuchea démocratique*). Ce bulletin mensuel fait le point de la situation militaire au Cambodge, des multiples attaques de l'armée et des guerriers cambodgiens contre l'occupant. On y trouve aussi les déclarations officielles du gouvernement légal du Kampuchea démocratique, qui a dû prendre le maquis. Ce bulletin est certainement un outil très précieux pour populariser la guerre populaire qui gagne chaque jour du terrain au Cambodge.

NB : tarif : 30 F par an (France) ; 40 F par an (étranger).
— Sur la première agression vietnamienne contre le Cam-

bodge, on peut lire le « Recueil de documents concernant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique » (janvier 1978), les « Témoignages sur l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique » (février 1978, avril 1978 et septembre 1978, en trois tomes).

POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT LÉGAL

— Sur la politique étrangère suivie par le gouvernement légal du Kampuchea démocratique, on peut lire les diverses interventions prononcées à plusieurs conférences internationales : « Intervention du camarade

Khieu Samphan à la conférence des pays non-alignés à Colombo » (1976), « Intervention de Ieng Sary à l'ONU » (1977), « Aide-mémoire du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique à propos des relations avec la Thaïlande ».

On peut lire aussi les comptes rendus des visites officielles du président roumain, Ceausescu, de la délégation chinoise, conduite par Tchen Yong Kouei en 1977, etc, ainsi que le compte-rendu de la visite officielle de la délégation cambodgienne en République populaire et démocratique de Corée.

HISTOIRE RÉCENTE DU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE

— Sur l'histoire du Parti communiste du Kampuchea,

on peut citer entre autres les différents discours du camarade Pol Pot à l'occasion des 17e et 18e anniversaires de la fondation du Parti.

— Sur la situation intérieure au Cambodge avant l'agression vietnamienne, les interviews de Pol Pot accordées aux délégations qui ont visité ce pays méritent également d'être lues (journalistes yougoslaves, Association Belgique-Kampuchea, Suède-Kampuchea, représentants de journaux de Hong Kong).

— Enfin, la déclaration du camarade Pol Pot donnée à Phnom Penh le 5 janvier de cette année, quelques jours avant l'arrivée des troupes vietnamiennes dans la capitale.

* Pour commander, s'adresser à Monsieur NGHET CHHOPININTO, 53, avenue Lénine - 94250 - GENETILLY.

CHINE

Fabrication de 2 nouveaux médicaments contre la leucémie

LA Chine a fabriqué à titre d'essai deux nouveaux médicaments efficaces contre la leucémie : l'harringtonine et l'homoharringtonine. Des tests cliniques menés dans une vingtaine d'établissements médicaux ont prouvé que ces deux médicaments avaient une efficacité relativement bonne dans le traitement de la leucémie aiguë granulocytaire et l'érythro-leucémie (cancer du sang). L'emploi de ces médicaments a conduit à une complète guérison de 20 à 30 % des cas et leur efficacité à atteint 70 à 80 %.

On sait que la recherche médicale en Chine travaille aussi sur les plantes ; les principaux ingrédients de ces deux médicaments proviennent du raffinage d'une plante nommée céphalotaxus poussant en Chine.

Les pro-soviétiques exclus du pouvoir en Irak

LE Parti communiste (pro-soviétique) irakien vient d'annoncer officiellement qu'il quittait la coalition gouvernementale en Irak. Venant après plusieurs tentatives loupées d'infiltrer la hiérarchie militaire, cette décision traduit de fait l'écartement du pouvoir d'une force que le gouvernement irakien considérait, à juste titre, comme « un peu trop alignée » sur Moscou. Elle confirme également les nouvelles options que semble prendre l'État irakien en matière de politique étrangère, options allant dans le sens d'une plus grande indépendance vis-à-vis des grandes puissances. On n'exclut pas, par exemple, que l'Irak rejoigne la CRD, alliance en formation entre l'Iran, la Turquie, le Pakistan (Voir HR du 15 mars), mais indépendante des superpuissances.

DANS L'ACTUALITE

Discours creux dans un hémicycle plein

HÉMICYCLE comble pour la session extraordinaire du Parlement... C'est bien sans doute ce qu'elle eut de plus extraordinaire ! Pour le reste, elle fut l'occasion pour divers orateurs de développer les positions de leur parti respectif, chose que la télévision, la radio, la grande presse écrite leur permet de faire de façon habituelle.

Motions de censure déposées exactement en même temps par le PS et le PCF et tirage au sort pour définir la première discussion.

Petit jeu UDF-RPR, l'UDF laissant les partis de gauche faire passer leur ordre du jour au détriment de celui du RPR et de sa proposition de commissions d'enquête, et donc silence des orateurs RPR pour la première journée des débats : telles furent les anecdotes venues égayer l'ensemble où chacun a bien joué son rôle.

La bonne humeur était du coup générale (au-delà des désaccords politiques !) chez tous ces parlementaires dont le rôle se trouvait rehaussé par le battage et la publicité faites autour de leur prestation.

Mécanisme bien huilé, machine qui tourne rond, avec tous les accessoires nécessaires pour l'éclat du spectacle et le type d'affrontement dont il est le théâtre.

Barre répondant aux discours dénonçant la politique du gouvernement fit preuve de son entêtement habituel.

Marchais avait présenté les propositions de son parti au premier rang desquelles la fameuse « relance de la consommation » qui est le pilier soutenant l'ensemble.

Nous présentons ci-dessous des éléments pour juger une telle position et son caractère illusoire.

Pendant tous ces débats, dont nul n'attend qu'ils aient une portée quelconque sur le cours des choses, les sidérurgistes plus spécialement restent affrontés à la réalité des plans de licenciements, des discussions maintenant dispersées au niveau de chaque bassin. La division syndicale et les manœuvres de partis n'ajoutent rien pour des perspectives plus claires !



Sur les bancs du Parti socialiste.

ECONOMIE

La relance de la consommation intérieure, un projet réalisable ?

TOUTES les solutions à la crise des dirigeants du PCF reposent sur les nationalisations et la relance de la consommation. Pour eux, la crise découlerait d'une insuffisance de la demande des biens de consommation. Ils proposent donc de développer la consommation intérieure (par la hausse des salaires en particulier). Que penser d'un tel projet ?

La démarche des dirigeants du PCF est simple : les monopoles gaspillent les richesses du pays. Il faut donc les priver de leur puissance en nationalisant. Dès lors, une nouvelle croissance serait rendue possible, fondée sur le développement de la consommation et de la réduction des gaspillages.

Ainsi, en produisant français, les entreprises nationalisées satisferaient à la demande intérieure. D'autre part, la relance par la consommation (hausse des salaires...) offrirait de nouveaux débouchés à la production nationale. Et le tour est joué : production et consommation seraient en harmonie et permettraient le bien-être de tous.

Par exemple, dans leur plan acier pour résoudre la crise de la sidérurgie, les dirigeants du PCF préconisent d'accroître à la fois la production et les salaires de 20%.

Outre le fait de savoir comment ils pourraient con-

cellier ces deux objectifs - hausse des salaires et de la production - lorsqu'on sait que les monopoles français de l'acier souffrent déjà d'un manque de combativité sur le marché mondial, que sous-entendent en fait de telles propositions ?

En fait, ces propositions consistent à nier la nature même du capitalisme.

L'IGNORANCE DE LA NATURE DU CAPITALISME

La concurrence qui est à la base même du système capitaliste pousse les monopoles à mettre en œuvre des machines toujours plus puissantes et à jeter sur le marché d'énormes quantités de marchandises.

« On produit au jugé, on ne s'occupe que d'une chose : se battre de vitesse les uns les autres. Il est donc naturel que la quantité produite puisse ne pas ré-

pondre aux besoins du marché », comme le souligne Lénine.

L'EXEMPLE DE LA SIDÉRURGIE

Par exemple, dans le domaine de la sidérurgie, dès 1975, la consommation d'acier était fortement en baisse (moins 16%) pour ne reprendre qu'à un rythme beaucoup moins rapide en 1976 (plus 5,6%) et ne progresser que fort lentement depuis lors (en 1977 plus 2,6%). Or, qu'ont fait les monopoles de l'acier sinon produire, toujours produire ? Chacun, bien sûr, séparément, pour tenter de dépasser l'autre.

Au total, le marché de l'acier fut caractérisé par un excédent croissant dans toutes les gammes de produits.

Donc, chaque capitaliste, chacun dans son coin, cherche à empocher les profits croissants et à faire face à ses concurrents, en modernisant ses machines et en produisant toujours plus sans se soucier du résultat final sur le marché.

Qu'il y ait alors sur le marché à certains moments trop de marchandises - non pas qu'elles seraient inutiles

pour les travailleurs mais dépassant leurs possibilités d'achat - n'a rien d'étonnant !

Mais alors d'où vient la crise ?

D'une insuffisance de la demande des biens de consommation ou bien plutôt de cette anarchie de la production qui fait que chaque capitaliste, gouverné par la loi du profit, produit aveuglément.

Non, assurément, il n'y a pas crise parce qu'il y a insuffisance de la consommation. Il y a crise parce qu'il y a la loi du profit et anarchie de la production. Production tournée toute entière vers ce but de profit et non vers la satisfaction des besoins de la masse du peuple. C'est cela le propre même du système capitaliste dont la conséquence - et la conséquence seulement - est la sous-consommation des travailleurs.

Dans leur plan, les dirigeants du PCF semblent ignorer les lois du capitalisme qui sont celles de la concurrence et du profit.

Ils raisonnent comme s'ils étaient dans un système fermé où la concurrence n'existerait pas et où il suffirait d'augmenter la consommation pour l'alléger sur la production et le tour serait joué.

Catherine LEMAIRE

Brésil : 200 000 métallurgistes et 80 000 professeurs en grève

A LA veille de la montée au pouvoir du nouveau président brésilien, le général João Baptista Figueiredo, les métallurgistes de la banlieue de Sao Paulo, le plus grand centre industriel du pays, ont déclenché mardi 13 un mouvement de grève d'une importance rarement connue. Deux cent mille métallurgistes des usines Volkswagen, Ford, Mercedes-Benz, Saab Scania, Chrysler et General Motors, entre autres, réclament une augmentation de salaire de 78%, la semaine des 40 heures (au lieu de 48) et la reconnaissance par les patrons des délégués syndicaux dans les entreprises.

La grève a été décidée après la réunion des ouvriers en assemblées générales permanentes, samedi et dimanche derniers. La police est intervenue à diverses reprises mardi et mercredi en utilisant les grenades lacrymogènes pour disperser les piquets de grève. Mardi, une assemblée générale a réuni 60 000 métallos qui ont réaffirmé la détermination de poursuivre le mouvement de grève et de faire céder les patrons qui proposent 60% d'augmenta-

tion sans tenir compte des deux autres revendications.

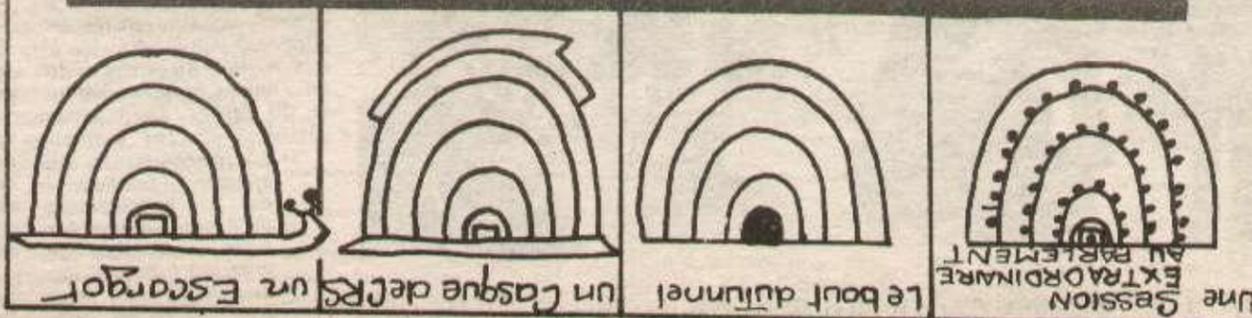
Ce jeudi 14 la grève a été déclarée illégale par le gouvernement.

Par ailleurs, depuis lundi 80 000 professeurs de l'enseignement public de l'Etat de Rio de Janeiro se trouvent également en grève pour des revendications d'ordre salarial. Les médecins du secteur public ont menacé eux aussi de cesser le travail si le gouvernement ne leur octroie pas une augmentation des salaires de 150%.

D'autre part, un groupe de dirigeants syndicaux ont annoncé qu'ils lanceront prochainement une campagne nationale pour une augmentation du salaire minimum de 300%. Celui-ci est actuellement de 75 dollars mensuels.

Cette vague de grèves ne manque pas d'inquiéter le futur président Figueiredo qui assumera le pouvoir demain 15 mars et qui prétend représenter une « ouverture démocratique » pour le Brésil. Le futur ministre du plan Mario Enrique Simonsen, a d'ores et déjà annoncé que le nouveau gouvernement sera « impopulaire » dans les premiers mois de son existence...

Qu'est-ce que c'est ?



Chantier de centrale nucléaire

Braud-et-Saint-Louis a été bloqué !

Correspondance

LES chantiers nucléaires : de très importantes concentrations de différentes entreprises. Sur les chantiers règne l'anarchie la plus complète en ce qui concerne les salaires, les déplacements, les conventions collectives. C'est un fait qui s'explique par la concurrence que se livrent les boîtes capitalistes et par les avantages déjà acquis dans chaque boîte.

Mais ce qui est supportable sur un petit chantier, l'est déjà moins sur un grand où travaillent côte à côte plusieurs entreprises de la même branche. Là au contact direct des ouvriers d'autres boîtes du bâtiment de la métallurgie, les langues se délient.

On se pose des questions : combien de taux horaire ? 250 F de prime ! mini ! et de déplacement ? Bien vite aux interrogations succède la colère : c'est pas normal ! Puis l'idée de l'alignement sur les boîtes les plus avantageuses. La logique des patrons c'est 36 salaires et avantages différents. L'intérêt des ouvriers c'est de se soutenir et de lutter pour

des avantages communs.

Déjà c'est ce qui se passe à Braud lorsque les ferrailleurs de SPADA après deux jours de piquet de grève en janvier obtenaient 4 F calendaires sur le déplacement. SPIE-Dumez lâchait 4 F à ses 1200 ouvriers sans qu'ils aient fait grève. Un autre phénomène se produit aussi. Les gros chantiers nucléaires sont une jungle. Certains patrons se croient au far-west et font leur loi, méprisent les ouvriers, les traitent comme de la viande sans cervelle, appliquant les pires conditions de travail. C'est le cas de Bocard, qui déclare cyniquement « les conventions collectives, je m'assois dessus ».

Mais les ouvriers de Bocard ne se considèrent pas comme des esclaves. Les 40 gars de cette entreprise sont passés à l'action le jeudi 1er mars en arrêtant le travail, en imposant dès le début la réembauche des 40 intérimaires.

A l'origine les mauvaises conditions de vie et de travail, les bas salaires, les augmentations à la tête du clients, contre le sous-classement et l'absence de délégués du personnel. Leurs

revendications :

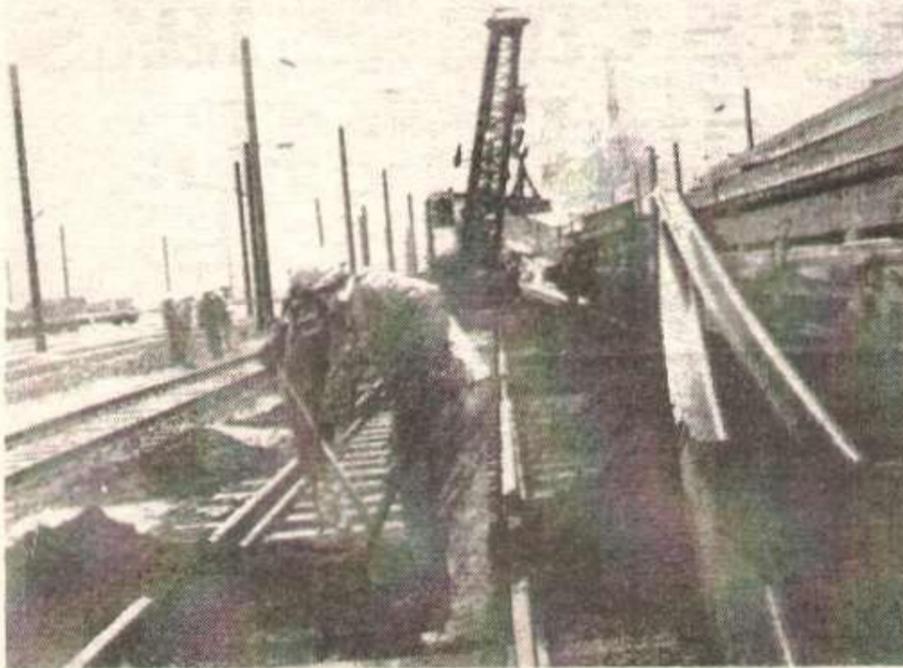
- Déplacement : 120 F calendaires ;
- Salaire : plus 6 % ;
- Remise en ordre des classifications ;
- Indemnités petits déplacements ;
- Prime de chantier égale pour tous.

Pendant 12 jours de grève, la direction qui n'est descendue que les premiers jours pour dire en substance « vous êtes trop payés », ne veut plus donner signe de vie.

Mais une fois de plus, le mépris pousse à la colère et à l'action. Le matin du 12 mars, les Bocard bloquaient l'entrée du chantier pour imposer des négociations. Ils étaient appuyés par les délégués d'autres boîtes, Duméze notamment.

Parmi la masse des ouvriers des autres entreprises, c'est l'accord avec cette forme d'action qui dominait. En milieu d'après-midi, la direction céda sur la négociation et acceptait de venir négocier sur le site le lendemain mardi.

Les travailleurs savent que ce n'est qu'un premier pas et que rien n'est encore joué.



Des sidérurgistes de Longwy ont occupé mercredi l'agouillage de Mont-St-Martin.



Manifestation des instituteurs mercredi Place de la Bastille à Paris. Venu de toute la France les instituteurs étaient une dizaine de milliers. Ils protestaient contre la fermeture de classes, davantage d'effectifs.



Les employés des assurances ont manifesté hier. Mardi soir la police a fait évacuer les grévistes du groupe UIA. Mercredi des commandos patronaux attaquaient à l'UAP. Le mouvement se poursuit.



Ericsson à Brest le hall d'expédition bloqué par les grévistes. Dimanche dernier, les travailleurs d'Ericsson avaient invité les Brestoises à venir s'informer sur leur lutte. (Photo HR)

Bordeaux

Les travailleurs de COFAZ persistent

Correspondance Bordeaux

LE 16 février, un mouvement revendicatif a débuté à la Cofaz de Bordeaux. L'usine fonctionne par petites unités. Le syndicat CGT Cofaz et les travailleurs en débrayant six heures par équipe et par semaine ont trouvé le plus juste moyen de se battre tout en préservant au maximum les intérêts des travailleurs. Cette forme

de lutte étant très efficace, la direction a mis les travailleurs en chômage technique non payé. Cette décision est un lock-out et porte atteinte au droit de grève. Les travailleurs ont riposté en se rendant à l'inspection du travail et en popularisant largement leur action dans les autres boîtes de la région. Ils organisent des collectes et la coordination avec les autres entreprises de la Cofaz : La Rochelle, Sète, Pierrefitte, etc.

La cellule du PCML Colonel Fabien a apporté son soutien en rendant visite aux travailleurs, en participant aux collectes sur les marchés, en diffusant des tracts avec eux, par un article au journal, par la vente d'autocollants. Le Comité de parti de Bordeaux a envoyé un communiqué de presse au journal local et un communiqué de soutien aux travailleurs de la Cofaz.

Correspondant

Centre de tri de Trappes

400 personnes au gala de soutien

ENVIRON 400 personnes sont venues participer au gala de soutien organisé en solidarité avec les postiers de Trappes en grève depuis le 20 février. Malgré la propagande des médias aux mains de la

bourgeoisie pour forcer les grévistes à reprendre le boulot, mardi à Trappes, les grévistes étaient encore plus de 60 %. La détermination est encore grande mais la vigilance va s'imposer, à la fois face à l'administration des postes et aussi face aux

manœuvres des directions syndicales. Par exemple : l'UD-CGT déconseillait d'aller au gala pour soi-disant éviter toute provocation irresponsable ! Bel exemple de soutien !

Correspondant banquier Sud-Ouest

Message du Comité de Parti Commune de Paris et de la cellule Julien Hapiot aux grévistes de Trappes

LE comité du Parti communiste marxiste-léniniste Commune de Paris et la cellule Jean Hapiot adressent leur salut fraternel aux postiers du centre de tri de Trappes en grève depuis le 20 février 1979 pour :

- L'augmentation des effectifs (embauche de 55 travailleurs) ;
- 35 heures par semaine pour la brigade de jour, 30 h pour celles de nuit ;
- Un règlement intérieur qui interdise les

déplacements arbitraires ;

- 500 F mensuels de prime de vie chère.

Malgré l'occupation permanente du centre de tri par les flics, les postiers persévèrent dans la lutte. Ils travaillent à l'unité et à l'extension du mouvement dans la région parisienne, car c'est tous ensemble et en même temps qu'ils obtiendront satisfaction.

Le comité de parti et la cellule appellent les masses populaires, tous les travailleurs de la région à appor-

ter leur soutien actif (y compris financier) aux postiers de Trappes car leur lutte est un encouragement certain pour tous les travailleurs qui, dans la téléphonie, à la SFP, dans la sidérurgie et ailleurs, exigent du travail pour tout et refusent le licenciement qu'impose le gouvernement Giscard-Barre.

- Des effectifs, pas de flics !
 - Soutenons les postiers de Trappes !
- La cellule et le CP du PCML

DANS L'ACTUALITE

Rennes : SPLI et étudiants étrangers

« Licenciés, expulsés, même combat »

Correspondance Rennes

MERCREDI après-midi, deux rassemblements ont eu lieu à Rennes. Rassemblement des ouvrières licenciées de la SPLI tout d'abord, face au palais de justice où passait en appel le procès de quatre salariés déjà condamnés à verser 2,6 millions d'anciens francs pour avoir participé à l'occupation de leur usine. Rassemblement et manifestation d'autre part contre l'expulsion d'étudiants étrangers.

Vers 15 h 30, le cortège des étudiants est passé devant le palais de justice : ça a été l'occasion d'affirmer le soutien du mouvement étudiant aux ouvrières et ouvriers de la SPLI contre la répression qui les frappe. Ça a été aussi pour le porte-parole de la CGT-SPLI d'affirmer la protestation des travailleurs présents contre l'expulsion des étudiants étrangers. Deux mouvements, un seul ennemi : la bourgeoisie.

Dans les deux cas, elle tente de restreindre les libertés : elle frappe la liberté syndicale en condamnant des délégués à de lourdes menaces ; elle réduit la liberté individuelle en tentant d'expulser des étudiants étrangers résidant en France. « Expulsés, licenciés, même combat ». « Français, immigrés, solidarité ». Nos voix à l'unisson font reculer la répression.

Menteurs et faussaires, les patrons, eux, sont innocents comme des brebis devant la justice. Un exemple ? Eh bien, on le trouve en LA personne Du PDG de Hult-SA-Alphen qui a sois-disant sauvé la SPLI (en la rebaptisant). Il avait promis-juré qu'il allait embaucher 230 personnes dès novembre 1978. Promesses de patron, promesses en l'air. Il n'y a toujours que cent ouvrières à franchir les portes de l'usine. « Solution partielle », de plus en plus partielle, on s'en rend compte ! Aucune perspective d'embauche à l'horizon. C'est le contraire qui semble même se profiler.

Un rassemblement d'ouvrières et d'ouvriers de la SPLI s'est tenu à l'occasion du jugement en appel. Le juge ayant mis en délibéré, on n'en connaît pas

encore le résultat. On peut noter d'autre part que le tribunal aime la discrétion : les ouvriers inculpés, présents au tribunal, n'ont même pas été prévenus quand est venu leur tour. Même leur avocat ne les a pas fait appeler, ce qui est un comble !

Nos lecteurs se souviennent peut-être du long conflit de la SPLI. Le 1er juin dernier, 1 500 licenciements tombent comme un couperet. On veut jeter dehors le personnel des usines SPLI de Rennes, Fougères, Ploërmel, Saint-Brice-en-Cogles. Pas d'accord répondent les ouvrières de la SPLI de Rennes-Chantepie. Dès le 2 juin, elles occupent l'usine pour empêcher ce « Boussac breton ». L'occupation va durer jusqu'au 18 septembre,

date à laquelle les flics viennent au petit matin virer celles qui occupent encore.

Pour avoir participé à cette occupation, quatre ouvriers de l'ex-SPLI, dont trois délégués de la CGT, se retrouvent devant le tribunal de grande instance de Rennes. On leur réclame la modique somme de 2,6 millions d'anciens francs. « Modique » à l'échelle des profits patronaux ; énorme au regard des revenus des inculpés qui sont aujourd'hui au chômage.

Pour le patron, il y a eu « atteinte à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie ». Cette liberté du travail qui a permis au patron de la SPLI de jeter dehors comme des malpropres 1 500 ouvrières. Cette « liberté » sans doute aussi lui a permis de faire main basse sur le milliard d'anciens francs de stocks et de machines. Belle « liberté du travail » en effet que cette liberté de licencié. Belle « liberté du commerce » qui permet aux patrons de s'acharner sur ses victimes et de les poursuivre devant les tribunaux sous prétexte qu'ils n'acceptent pas ce diktat injuste.

« Un délégué syndical, c'est sacré, mettez-vous bien ça dans la tête » proclamait une pancarte des syndicats CGT-CFDT de l'hôpital, lui aussi traduit l'an passé devant le même tribunal. Un délégué syndical, c'est sacré : bas les pattes, messieurs les patrons. Dans le procès d'aujourd'hui, c'est bien les délégués syndicaux qui sont visés. Le tribunal a laissé tomber les poursuites contre le quatrième inculpé qui, justement, n'était pas délégué. Preuve qu'à travers les hommes, c'est la fonction même qu'on attaque.

Yannick DAGORN

Expulsions d'étudiants étrangers

7 000 dans la rue, le préfet a fini par reculer !

DEPUIS la manifestation du 7 mars, la mobilisation n'a pas faibli dans les facultés de Rennes. La grève s'est poursuivie cette semaine, toujours aussi massive que les deux semaines précédentes. Le temps fort que tous attendaient depuis quelques jours, c'est la manifestation de mercredi après-midi.

Elle s'est longuement déroulée dans les rues de la

ville, aussi impressionnante par le nombre que celle de la semaine dernière. Un effort particulier a été fait pour réaliser des panneaux dont les couleurs rehaussent le défilé. C'est incontestablement l'une des plus importantes et des plus belles manifestations étudiantes que Rennes ait connues depuis plusieurs années. Aujourd'hui, on prend toute la largeur de la route, y compris les trottoirs : le mouvement est sûr de lui et se le

prouve en occupant tout le terrain.

Le choix de ce jour n'est pas dû au hasard : à 17 h, le préfet, Jean Périer, a accepté de recevoir une délégation des étudiants en lutte. Après un moment de flottement, vers 18 h, la manifestation est entraînée aux grilles de la faculté, ce qui n'avait pas été prévu par les assemblées générales des différentes facultés.

On prend connaissance des résultats de l'entrevue : le préfet renonce aux onze expulsions prévues pour le 10 mars. Il a annoncé d'autre part à tous les étudiants étrangers menacés, par une lettre signée par lui, que la possibilité de séjour jusqu'à la seconde session d'examen en septembre 1979 et la possibilité de se présenter aux deux sessions leur étaient garanties.

Par rapport aux menaces brutales d'expulsion qu'il maintenait il y a encore quinze jours, c'est un recul important. C'est une victoire, incontestable du mouve-

Cantons de Rennes 7 et Rennes 8

Des candidats du PCML

LA section de Rennes du Parti communiste marxiste-léniniste présente deux candidats aux élections cantonales, dont le premier tour aura lieu dimanche prochain.

A Rennes 7, notre parti présente la camarade Soazig Glorennec, 28 ans ; animatrice éducatrice ; militante d'une amicale de locataires (notons au passage que sur 27 candidats aux cantonales à Rennes, il n'y a que quatre femmes). Le conseiller général sortant de ce canton (qui regroupe, outre la partie-est de la ZUP-sud ; les communes de Chantepie et de Vern) est le premier adjoint PS de la municipalité de Rennes, Michel Philponneau. Il est en outre président du district.

Ce canton a été choisi principalement parce que c'est là que se localisent actuellement dans le pays de Rennes les plus gros points noirs de l'emploi.

En juillet dernier, c'est dans la zone industrielle de Chantepie qu'ont eu lieu les licenciements de la SPLI. Le nouveau patron, Alphen, devait réembaucher 230 personnes ; en fait, à ce jour, il n'y a eu que 100 ouvrières reprises. La municipalité de gauche avait pourtant cautionné cette solution partielle.

Sur la même zone industrielle de Chantepie est implantée l'usine CGCT. Là aussi, lourdes menaces sur l'emploi : le patron a tenté de démanteler les machines... Et l'usine ne vit que sur la promesse d'un hypothétique contrat PTT. C'est aussi dans ce canton que se trouve la raffinerie de Vern, elle aussi menacée de fermeture dans les années qui viennent.

A Rennes 8, notre parti présente la camarade Gaby Navennec, 31 ans, monteuse-électricienne, syndicaliste, qui était déjà l'an dernier candidat suppléant de l'Union ouvrière et paysanne aux élections législatives dans la circonscription de Rennes-sud.

Cette candidature n'est pas non plus due au hasard : on est ici dans le fief Citroën, le « bain capitaliste » décrit dans une de nos brochures. Comme à la CGCT, menaces de réduction de personnel. La direction laisse courir le bruit que les intérimaires pourraient être bientôt licenciés.

Le canton de Rennes 8 comporte d'autre part une zone rurale, comprenant entre autres les communes de Chartres-de-Bretagne, et de Bruz ; la candidature de Gaby Navennec est le moyen de dénoncer l'élimination des petits paysans. Deux exploitations disparaissent en moyenne chaque jour en Ille-et-Vilaine, et la nouvelle loi-cadre que prépare Méhaignerie veut encore accélérer le processus.

En présentant ses candidats à Rennes, notre parti

lance un appel à tous ceux qui veulent une riposte résolue à la politique de Giscard-Barre, à ceux qui, tirant les leçons de l'incapacité de la gauche à organiser cette riposte, attendent de nouvelles perspectives politiques que la gauche n'est plus capable de donner.

Ce n'est évidemment pas une session extraordinaire du Parlement qui portera un coup d'arrêt à l'actuelle politique de chômage. Ce coup d'arrêt, seule peut le porter une lutte résolue de l'ensemble des travailleurs concernés. Ouvriers menacés de licenciement, chômeurs, petits paysans endettés, jeunes sans emploi à la sortie de l'école, travailleurs immigrés menacés d'expulsion, etc.

Ces élections cantonales ont également d'une certaine manière une portée en matière de politique internationale, bien que ce ne soit pas directement l'objet de cette consultation. D'abord parce qu'on ne peut pas faire totalement abstraction du contexte international dans lequel ces élections se déroulent, marquée en particulier par la situation en Indochine. La campagne que nous faisons à l'occasion de ces élections a pour objectif de faire réfléchir : un parti comme le PCF (et ses candidats Benoist et Gaetane Poteau) font campagne à grands cris sur la défense de l'indépendance nationale contre un soi-disant danger allemand et appellent aussi à la solidarité avec le Vietnam.

Pour autant ces cantonales gardent aussi, bien entendu, leur caractère spécifique d'élections locales et nos candidatures veulent également exprimer le soutien aux revendications et aux luttes locales de la population de Rennes et de sa région.

En premier lieu, vient à Rennes comme ailleurs, la question de l'emploi : plus d'une famille sur dix est touchée par le chômage ; et nous réclamons pour les chômeurs non seulement l'arrêt de toute poursuite, mais aussi les moyens de vivre décemment. Il y a aussi de multiples revendications qu'il est impossible d'énumérer toutes. Elles concernent le logement, les conditions de circulation et de transport, les impôts locaux, etc.

Sur toutes ces questions, les travailleurs savent quelle confiance on peut faire à Monsieur Le Douarec (conseiller RPR sortant) et à ses amis. Quant aux candidats de gauche, depuis deux ans à la municipalité de Rennes, et au district, ils ont également fait leurs preuves : en

opposant les menaces aux revendications du personnel, tel Monsieur Philponneau face au mouvement des sapeurs-pompiers, et tout dernièrement procédant, eux aussi au licenciement de 35 employés du théâtre, dont certains avaient plus de 20 ans d'ancienneté !

CE QUE NOUS PROPOSONS

Au contraire, voter pour les candidats du Parti communiste marxiste-léniniste ce sera pour les électeurs de ces deux cantons, une manière d'affirmer leur volonté d'avoir des élus qui soient réellement au service des revendications des travailleurs et à leur côté dans leur lutte.

Votez pour les candidats du Parti communiste marxiste-léniniste, c'est affirmer le droit au travail pour tous. Ouvriers menacés de licenciement, petits paysans endettés, jeunes sans emploi, femmes, travailleurs immigrés menacés d'expulsion... C'est réclamer l'arrêt de toutes les poursuites pour les travailleurs en chômage (foyer, EDF, impôts...) et les moyens de vivre normalement.

Voter pour les candidats du PCML, c'est appuyer les revendications des travailleurs de Rennes et de sa région :

- Contre la hausse incessante des loyers et des charges, pour des conditions normales de logement (entretien, réparations...)

- Pour des conditions de circulation et de transport qui assurent aux habitants sécurité et tranquillité.

- Contre le système insupportable des impôts locaux qui frappent injustement les familles indépendamment de leurs revenus.

- Pour la défense des libertés démocratiques : droit syndical (chez Citroën en particulier), aux moyens nécessaires aux associations culturelles et sportives...

- Pour que les communes rurales aient les moyens d'une vie propre. Equipements scolaires et socio-culturels, gratuite des transports pour les scolaires obligés de se rendre à Rennes, etc.

- Contre l'urbanisation anarchique et les projets routiers qui vont à l'encontre des intérêts des agriculteurs de la région (transformation de la RN 24 par exemple).

Voter pour le PCML, c'est soutenir le développement d'une nouvelle force politique qui prépare une France réellement socialiste, démocratique, dans le respect des particularités régionales, en rompant avec le capitalisme, qu'il soit à la Giscard, à la Rocard ou à la Marchais.

Yannick DAGORN

QU'EST-CE QUE LA CIRCULAIRE BONNET ?

Cette circulaire No 77000-254 du ministre de l'Intérieur, signée par Ch. Bonnet, stipule qu'un étudiant doit se voir refuser le renouvellement de sa carte de séjour s'il n'a pas obtenu le DEUG après ses trois premières années d'études ou s'il veut s'inscrire dans une autre faculté après avoir échoué dans une première discipline.

ment. Les étudiants menacés vont pouvoir rester en France. Ils vont pouvoir passer leurs examens. Il reste, cependant, que cette victoire est précaire. Il n'y a pas, à proprement parler,

renouvellement des cartes de séjour.

Il n'y a pas non plus abrogation de la circulaire Bonnet. Reste donc le risque (et quel risque !) de la voir s'appliquer à d'autres

étudiants à Rennes ou dans d'autres villes de France. Les assemblées générales vont décider dans les différentes facultés de la manière dont le mouvement va être poursuivi.

Communiqué du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Nous publions ci-dessous le texte d'un communiqué du Comité central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste qui vient de nous être transmis par l'intermédiaire de notre Comité central.

Le gouvernement Giscard-Barre poursuit systématiquement ses plans de restructuration, de licenciement, d'assassinat de régions entières. Mêlant les paroles hypocrites à la détermination la plus cynique, il met à la rue, chaque jour, des milliers de travailleurs, il accroît sans fin le nombre des chômeurs.

Le temps est largement venu de dire non à une telle politique et de le dire de façon à être entendu. C'est ce que font avec force, esprit de décision et audace les sidérurgistes de Longwy, de Denain, et des travailleurs de plus en plus nombreux dans tout le pays. A la froide résolution des représentants de la grande bourgeoisie, ils opposent l'active résistance de la classe ouvrière. Leurs actions qui se succèdent à un rythme soutenu montrent la voie. Comme à Longwy, comme à Denain, il faut résister à la politique de chômage et d'austérité de la bourgeoisie, il ne faut pas laisser enterrer en douceur les entreprises menacées, les régions asphyxiées, les luttes isolées.

Pour cela, il faut s'engager partout dans des actions efficaces, il faut porter les coups qui soient en mesure de faire reculer la bourgeoisie. Il ne peut y avoir de consensus et de trêve avec ceux qui licencient, qui montrent leur arrogance et leur intransigeance, les Giscard, les Barre.

Toutes les actions de masse des travailleurs qui expriment une réelle volonté de lutte et qui peuvent faire reculer la bourgeoisie, sont justes, et nous, communistes révolutionnaires, leur apportons notre soutien. De même, toutes les actions inutiles, les manifestations-promenades, les pétitions sans lendemain, les délégations qui reviennent les mains vides, et dont les travailleurs sont lassés, ces ac-

tions-là doivent être rejetées au profit d'actions efficaces.

Combien d'usines ont déjà été fermées, combien de restructurations ont pu s'effectuer, combien de licenciements se sont faits en douceur, parce que les travailleurs ont été conduits vers des voies de garage, vers des actions inefficaces, sans lendemain, par des partis de gauche trop soucieux de ce que le crime règne, qu'il n'y ait pas de grandes luttes, que l'ordre bourgeois soit maintenu.

Rejetons les mauvais conseillers, les Marchais, les Mitterrand, dont tout le cirque électoral n'a rien apporté à la classe ouvrière, rejetons ces beaux parleurs qui conduisent toujours à la défaite et rejetons avec eux leurs porte-parole dans les syndicats. Rejetons ceux qui refusent le combat contre notre propre bourgeoisie, vont chercher ailleurs les responsables de la situation, en Europe, en Allemagne, et donnent libre cours à leur chauvinisme. Rejetons ceux qui veulent utiliser la colère des travailleurs pour leur propre campagne électorale à l'occasion des élections européennes. Encore une fois, ces gens ne savent que se servir des travailleurs pour les mener à l'impasse.

Pour imposer :
— Pos un seul licenciement !
— Pour les 35 heures !
— Pour l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation conséquente des salaires !

Contre la politique de licenciement, de chômage, d'austérité, de répression de Giscard-Barre.

En avant pour des actions efficaces, partout, comme à Longwy, comme à Denain.

Résistance populaire !

Le CC du PCR ml
24 février 1979

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Lettre à un prisonnier

LES barbouzes — groupes armés au service du pouvoir — multiplient les plasticages contre les militants ou sympathisants nationalistes : ils jouissent de la plus grande impunité : aucun d'entre eux ne se trouve derrière les barreaux, ni n'a même subi la moindre poursuite. Par contre, trente-trois patriotes corse sont em-

prisonnés — pour certains depuis neuf mois. Serge Cacciari, emprisonné depuis bientôt quatre ans, en a pris pour dix ans sans qu'aucune preuve contre lui ne soit établie. C'est bien là la réalité du système capitaliste : deux poids et deux mesures en fonction du camp dans lequel on se situe. Cette lettre en est aussi un témoignage concret.

Je ne peux me rappeler sans un pincement de cœur le jour où ils sont venus te chercher : les coups frappés à la porte, l'appartement envahi, la mise à sac de la maison (ils appellent cela perquisition...), l'interrogatoire long et pénible que j'ai subi, puis les menottes et la garde à vue de six jours au commissariat.

Ensuite, tu as été transféré à Paris, et je me suis retrouvée seule, complètement désorientée, ne parvenant pas à réaliser ce qui venait d'arriver. Mais il a bien fallu que je m'organise. J'ai fait la connaissance d'autres femmes dans le même cas que moi, nous nous sommes tout de suite senties proches les unes des autres. Nous avons donc décidé de nous regrouper avec toutes les familles concernées : frères, sœurs, pères, mères, épouses, amis proches des prisonniers.

Ainsi est née « A Riscossa », association qui se charge de nous venir en aide matériellement, de nous chercher du travail car il faut bien continuer à vivre. Tu imagines les difficultés que cela peut représenter dans une Corse si durement frappée par une politique économique au service de quelques intérêts particuliers, et qui n'offre aux Corses que l'exil ou le chômage.

Certaines ne pouvant plus faire face aux dépenses, ont dû quitter leur appartement pour aller vivre chez leurs parents : ces derniers ont ainsi pu résoudre la question de la garde des enfants.

A ces difficultés matérielles se greffent des problèmes d'ordres affectif et psychologique : les plus jeunes demandent « ou est papa ? ». Les autres : « pourquoi ? ». Car pour eux, bien sûr, « ce sont les méchants qui sont en prison ». Il a fallu leur expliquer qu'ici, en Corse, c'est parfois le contraire... Et nombreux sont ceux qui le comprennent, comme le témoignent les marques de sympathie que je reçois quotidiennement de voisins, d'amis, de simples connaissances qui me demandent de les nouvelles... Il est très important de se sentir entourées et, crois-moi, l'appui dont nous bénéficions est considérable. A Cateraghju, lors de cette grande journée de solidarité, je me rappelle avoir ressenti une vive émotion en découvrant la « Clé des chants » noire de monde.

Ensuite, il y a eu le premier voyage à Paris avec tous les sacrifices financiers que cela comporte. La joie de te revoir m'a fait oublier les difficultés d'hébergement et de transport. La rencontre avec l'univers carcéral a été pénible bien que les conditions de détention m'aient parues alors assez correctes. Que dire de ce qu'elles sont devenues aujourd'hui ?

En effet, après quelques mois, les brimades de l'administration ont commencé avec une première restriction au droit de visite, et la décision arbitraire de ne plus délivrer de permis de correspondance. Nous nous sommes organisées pour faire face à cette nouvelle mesure, et nous avons réussi, par notre détermination, à obtenir la levée de cette injustice.

Mais dernièrement, la répression a atteint un seuil intolérable. On vous a dispersés dans diverses prisons de la région parisienne, et les moyens employés pour votre transfert sont tout simplement révoltants puis-



A Riscossa : une organisation d'entraide aux familles des emprisonnés corse

que on vous a enchaînés non seulement les mains, mais encore les pieds comme les forçats du siècle dernier. Certains d'entre vous sont complètement isolés dans des cellules insalubres et exigües, et n'ont de contact avec personne. Ce traitement est généralement réservé aux grands criminels. On s'en prend directement aux droits légitimes dont vous devriez bénéficier en tant que prisonniers politiques. D'autre part, le droit de visite a été singulièrement réduit puisqu'il se limite désormais à la famille directe. Les tentatives pour obtenir des explications auprès de l'autorité préfectorale se sont soldées par un refus abrupt. Une délégation de « A Riscossa », composée de trois mères de famille, s'est vue accueillie devant la préfecture par plusieurs cars de police. Elles n'avaient pas conscience de représenter une telle menace. Au cours d'une manifestation de protestation, la police n'a pas hésité à nous maltraquer : nous n'étions pourtant que des femmes ou des mères de prisonniers, et je pense qu'ils n'ont pas pris ce jour-là de gros risques.

Mais notre détermination n'a pas failli pour autant et aujourd'hui, face à la répression qui vous frappe et qui nous atteint également, nous sentons peu à peu que l'unité se fait au sein du Peuple Corse et les raisons de votre lutte apparaissent de plus en plus clairement à mesure que tombe le masque libéral derrière lequel s'abrite le pouvoir qui nous opprime.

Depuis ton arrestation, ma vie a été entièrement bouleversée. Ces événements, loin de m'abattre, m'ont amenée à prendre conscience de la noblesse de votre combat, et je sais que le jour du procès, ce ne sont pas les fils, époux, frères, pères qui comparaitront, mais le Peuple corse tout entier.

« A Riscossa » *

*Organisation d'entraide aux familles des emprisonnés.

«Dossiers de l'écran» sur la prostitution

«Entre l'entreprise et l'étatisation»

«F AUT-IL rouvrir les maisons closes ? ». Voilà le biais par lequel l'émission Les Dossiers de l'écran de mardi 13 mars voulait aborder la question de la prostitution. Le prétexte : le projet de loi qui a fait beaucoup parler de lui il y a quelques semaines et dont l'auteur est M. Le Tac, député RPR du 18^e arrondissement à Paris.

Après un film américain qui retraçait de façon assez

concrète la situation des prostituées aux Etats-Unis, le débat a vite tourné court entre « enfermer les prostituées ou les laisser sur le trottoir ».

Le Tac veut enfermer les prostituées dans des maisons à la charge du maire et les prostituées refusent catégoriquement de retourner en esclavage. Pas de conciliation possible.

Mais malgré les questions des téléspectateurs, on a à peine abordé le problè-

me de fond : « Pourquoi la prostitution ? ». La misère en premier : « Entre le SMIC à 1 800 F ou 2 000 F et gagner plus de 5 000 F, le choix est dans certaines conditions facile. Tout le monde veut vivre mieux que la misère » a dit une prostituée présente. Son cheminement à elle fut très simple : à 28 ans le chômage, puis un travail dans un bar et l'engrenage était en marche... Le prêtre fondateur du « Nid », association huma-

nitaire, a lui aussi expliqué qu'il y avait une détermination de classe pour la prostitution et qu'elle était liée à la misère.

Mais le véritable scandale du proxénétisme de haut niveau a été à peine évoqué par M. Le Bel auteur d'un livre « Amour et argent », l'Etat est déjà proxénète par les impôts et les amendes qu'il inflige aux prostituées « libres ». Le projet de Le Tac va rendre aussi les municipalités proxéné-

tes. Qui va gérer sous l'autorité des maires ces nouvelles maisons ? De gros rapports sont en vu si on songe que dans les Eros centers, nouvelle forme de « maisons de passe » allemandes, chaque prostituée paie sa chambre près de 300 F la journée. Presque 10 000 F par mois !

De cela, Le Tac ne voulait pas en parler. C'est pourtant le fond du problème. La prostitution est un marché qui profite directement ou par des intermédiaires aux gros de la finance. Le menu fretin lui, est utilisé comme indicateur par la police. Il est lui aussi couvert. Un milieu intouchable donc.

Que les prostituées subsistent leur métier, (la plupart en partiraient si elles pouvaient avoir une vie décente) ou qu'elles en profitent, qu'elles se sentent libres, « travailleuses indépendantes », ou réduites à l'esclavage dans des maisons, elles sont une importante source de profit.

C'est probablement pourquoi l'Etat qui parle hypocritement de permettre aux prostituées de se réinsérer dans la société veut en prendre le contrôle. « Faire échec à la libre entreprise », comme a pu le glisser Le Bel, avec humour...

Claire MASSON

Val-de-Marne

Les immigrés de onze foyers manifestent

DANS le Val-de-Marne, de nombreux travailleurs immigrés des foyers sont touchés par les saisies-arrêts sur salaire et les expulsions. A Ivry, ce sont 76 résidents qui sont concernés au foyer Sonacotra. Les saisies-arrêts doivent prendre effet dès le 15 mars prochain. A la même date, six résidents, dont trois délégués, risquent l'expulsion. A Villejuif, environ huit résidents ont reçu des lettres d'expulsion. Le 18 avril, à nouveau, aura lieu un procès au tribunal de Villejuif. A Vitry, quinze résidents sont de même menacés d'expulsion. C'est pour riposter à ces nouvelles mesures répressives de la Sonacotra, de l'ADEF et de l'AFRP, que onze foyers du Val-de-Marne appelaient à manifester le samedi 10 mars à 14 h. Les foyers présents étaient ceux de la Sonacotra d'Ivry, Villejuif, Champigny, Saint-Maur, Plessis-Trévisé ; les foyers ADEF de Champigny, Vitry, Valenton, l'Haïles-Roses, Créteil et le foyer AFRP de Vitry. Bien que la manifestation ait été interdite depuis la veille à minuit, ce sont mille personnes qui se rassemblèrent au départ devant le foyer Sonacotra d'Ivry. Tout au long de la manifestation, très combative, les mots d'ordre souvent entendus étaient bien sûr ceux qui dénonçaient les saisies-arrêts et les expulsions, mais aussi ceux appelant à l'unité et à la solidarité des travailleurs français et immigrés. De nombreuses organisations politiques et syndicales étaient venues pour apporter leur soutien, tels l'UD-CFDT 94, le comité anti-expulsions, le comité anticapitaliste, la CSCV de Choisy, Vitry, Ivry, le PCR, le PCML, l'OCF, le PCI. Le 15 mars approche et nous devons nous montrer tous vigilants pour répondre aux éventuelles attaques contre les foyers et témoigner de notre solidarité aux travailleurs immigrés.

Répression syndicale à la SSC-Thomson à Tours

P our avoir dépassé les heures de délégation légales en faisant signer une pétition de soutien aux sidérurgistes de Denain, plusieurs déléguées CGT de la SSC Thomson à

Tours ont eu des avertissements et une d'entre elles a eu une mise à pied de trois jours. Cette répression contre la section CGT vise à empêcher les ouvrières de l'usine de riposter au départ pour le Brésil de toute une ligne de montage, soit près de 150 licenciements à venir. L'embauche actuelle de 200 intérimaires sur un personnel de 800 fait partie du même plan. Malgré de nombreuses difficultés dues à la jeunesse de la section, la riposte s'organise par des explications, pétitions et télégrammes de protestation d'autres usines de Tours. La cellule de Tours du PCML va faire le maximum pour faire connaître cette nouvelle lutte difficile pour le droit syndical.

Correspondant Tours

Opération «fac morte» à Vincennes

E N réponse au mot d'ordre intersyndical, la grève des cours par les enseignants de la faculté de Vincennes, mardi 13 mars, a été totale. Cette journée était destinée à réaffirmer la revendication de titularisation des hors statuts. Dès 9 heures du matin, un piquet de grève d'une trentaine d'enseignants vacataires de l'ANEVEF, après avoir cadenassé l'entrée piétonne de la fac, bloquait l'entrée des voitures réservée au personnel et aux enseignants. Discussions actives, appels au mégaphone, distribution massive de tracts, assemblée générale permirent, dès 11 heures du matin, en accord avec les étudiants, d'établir une véritable paralysie de la fac jusqu'à 22 heures. Bonne démonstration de blocage de l'institution dont Alice Saunier-Séité devra tenir compte dans ses projets de démantèlement.

Correspondant Montpellier

Pour le soutien financier CMAP CCP 2 13 69 5 Y Montpellier.

Caisse mutuelle d'assurance et de prévoyance à Montpellier

En grève contre les bas salaires

C'EST pour 150 francs d'augmentation pour tous, une prime de 400 francs pour rattraper des augmentations non perçues depuis longtemps, le paiement des journées de grève, que la majorité des employés de la CMAP sont en grève depuis quinze jours. La Caisse mutuelle d'assurance et de prévoyance siège à Paris, elle est présente également à Dijon, à Angers et à Montpellier. Il faut dire que parmi les 53 employés (cadres non compris) qua-

tre seulement touchent 3 500 F bruts par mois et après quinze ans d'ancienneté, alors que quelques directeurs parisiens se partagent deux cent millions d'anciens francs.

Jusqu'à présent, la direction croyait faire la loi, pas de grève depuis plusieurs années et elle empêchait de fait la création d'une section syndicale. L'application, il y a quelques années de la convention collective, aurait même été une fleur que l'on faisait au personnel !

Il y a quinze jours, les employés auxquels la direction demandait toujours un rendement accru, une haute technicité, ont décidé de tout arrêter, de se mettre en grève illimitée et de s'organiser dans un syndicat.

Depuis quinze jours, les employés tiennent le coup, prennent leurs décisions en assemblée générale, distribuent des tracts, ne se laissant pas intimider par des phrases comme celle d'un chef de service à un diffuseur : « Il ne faudrait pas pousser la plaisanterie trop loin si vous comptez rester dans la région ».

Pour le moment la direction lâche des « bricoles » et seulement pour quelques uns ; aussi la question se pose aux grévistes : comment faire céder la direction, comment obtenir satisfaction. Tous en tout cas veulent briser l'isolement dans lequel ils se trouvent faire parler d'eux et de leur lutte.

Gare à tes fesses !

LES travailleurs d'Ericsson à Brest sont en grève. Ils ont composé des chansons sur leur lutte. Voici l'une d'entre elles.

- Ericsson se met en grève (bis)
- Il n'y aura aucune trêve (bis)
- Tiens, tiens tu l'auras
- Tu l'auras dans l'œil patron
- Tiens, tiens tu l'auras
- Tu l'auras dans l'œil
- Les travailleurs décidés (bis)
- Ne sont pas prêts à lâcher (bis)
- Les 2 X 8 on n'en veut plus (bis)
- Les pertes de salaires non plus (bis)
- L'emploi, on le gardera (bis)
- Le boni, on l'abattrà (bis)
- Les piquets, l'occupation (bis)
- Et les autres moyens d'action (bis).
- Et si t'en as pas assez (bis)
- Nous pouvons te séquestrer (bis)
- Cela peut durer des mois (bis)
- Mais jamais on cédera (bis)
- C'est pas la peine d'insister (bis)
- Car c'est sûr on va gagner (bis)
- Répression, provocation
- Tel, agissent nos patrons.
- Flics et chefs nous font pas peur
- Tous ensemble, on s'ra vainqueurs.

Ericsson, le 7 mars 1979

en Ile-de-France. Mais le recrutement diminue (pour les techniciens il est arrêté pour au moins un an). Alors il y a les avantages matériels : par exemple on propose un logement à Paris à un agent s'il s'engage à ne pas demander sa mutation pendant cinq ans. La prime de vie chère en région parisienne s'inscrit dans le même processus : faire accepter de supporter une situation inacceptable : l'exil du pays natal parce qu'il n'y a pas de travail. Il faut au contraire lutter contre le blocage en région parisienne, lutter pour « vivre et travailler au pays ». Et il faut lutter pour l'augmentation des salaires des postiers, de tous les postiers. Le mot d'ordre « Prime de vie chère en région parisienne » est di viseur au niveau national. Le mot d'ordre « Augmentation des salaires » est unificateur.

Pour un même échelon, un agent des télécoms gagne plus qu'un agent des postes. Il est vrai que trois agents sur quatre dans les télécoms touchent des primes. Sans les primes, les agents techniques, les ouvriers d'Etat ont des salaires très bas eux-aussi. Actuellement, on a ces primes car il est nécessaire pour la bourgeoisie de diviser les travailleurs des postes et travailleurs des télécoms. La menace de démantèlement des PTT, de privatisation, de perte de la sécurité d'emploi, pèse de plus en plus. Ne nous laissons pas acheter, ne nous laissons pas diviser !

Des camarades des centraux téléphoniques

BLOC-NOTES

A NOS LECTEURS ET CAMARADES

Le gouvernement mène à l'heure actuelle une grande offensive contre les travailleurs immigrés. Demain vendredi 16 mars paraîtra un numéro de l'Humanité rouge spécial immigré.

MONTROUGE

Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises « La Chine d'aujourd'hui » vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

GRENOBLE

Meeting de soutien au Kampuchea démocratique

Ce meeting est organisé par le Comité des patriotes cambodgiens et soutenu par le PCRml, le PCML et d'autres organisations. Projection d'un film sur l'agression vietnamienne. Samedi 17 mars à 14 h à la salle de l'Amicale laïque, Rue Millet - Grenoble.

MARSEILLE

Débat sur la lutte du peuple corse

Le débat organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) aura lieu le vendredi 16 mars à 20 h 30 à la Fraternelle de la Belle de mai - 7, boulevard Burel à Marseille.

CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2

Exposition sur la Chine aujourd'hui.

Montage-diapo permanent. Le samedi, dessins animés pour les enfants. Panneaux de photos.

Cette exposition est organisée par les comités des Amitiés franco-chinoises de Chelles, Bondy, Vincennes et Les Lilas. Elle se tiendra du 19 au 25 mars.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements. N'écrivez pas au dos des chèques !

10h SUR LA CHINE

15h. CONFERENCE sur les QUATRE NOMINATIONS ALAIN LEFEBVRE

17h. EXPOSITION

21h. LA CHINE AUJOURD'HUI avec ALAIN LEFEBVRE et ROGER BILLOU

6 AVRIL Salle Picasso organisée par AGEN LES Amitiés Franco-Chinoises 10 r. Ledru Rollin

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.

PRÉNOM.

Lieu de travail.

Adresse.

Code postal.

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
 Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
 BP : 61 75861 Paris cédex 18
 CCP : 30 226-72 D La Source
 Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Deussne
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution : MJP
 Imprimerie : La Nouvelle
 Depot légal 1er trimestre 1979

Courrier des lecteurs

U N certain nombre de travailleurs des télécommunications souhaitaient soutenir les grévistes des centres de tri, mais n'étaient pas d'accord pour se battre pour « une prime de vie chère de 500 F par mois ». Nous allons essayer de vous dire pourquoi ce mot d'ordre des grévistes a été très mal reçu dans le secteur que nous connaissons : les télécommunications en banlieue parisienne. Le personnel des « télécoms » lutte depuis longtemps contre le « blocage », l'obligation de travailler en banlieue parisienne (pour les techniciens, blocage de trois ans, puis il faut attendre son tour pour la mutation). Pour maintenir le personnel en région parisienne, l'administration des PTT a recruté par concours régionaux

Dans les cités de transit, les gens ne se laissent plus faire !



Commandé par la municipalité, murage des ouvertures d'un appartement après que ses locataires aient été expulsés

INTERVIEW DE YVONNE HURIEZ



Le lundi de Pentecôte en 1978 : les résidents de la cité des Joncherolles détruisent le mur qui les sépare de la cité voisine où les enfants ne pouvaient pas aller jouer.

NOUS avons rencontré Yvonne Huriez animatrice de luttes sur les cités de transit en Seine-St-Denis. Elle a bien voulu répondre à nos questions et nous parler de la vie et des luttes à la cité des Joncherolles à Pierrefitte (Seine-St-Denis).

HR : Tu participes à des luttes sur les cités de transit. Peux-tu nous parler de ces cités ?

Yvonne Huriez : Les cités de transit remplacent les bidonvilles qui ont été supprimés en 1970 environ. Les habitants de ces cités viennent donc des bidonvilles. Ce sont des cas sociaux pour qui les HLM sont trop chers. Par exemple, une famille nombreuse doit avoir 2 800 F par mois de ressources pour pouvoir loger dans un F5 en HLM, ce qui est impensable pour les gens d'ici.

HR : Qui sont ces cas sociaux ?

Yvonne Huriez : Ce sont des divorcés avec des enfants, des invalides, des vieillards, des immigrés, des ferrailleurs, des gens qui n'ont pas de salaire fixe. Il y a aussi des gitans.

Quand les gens sont venus habiter ici, à la cité de transit,

ils étaient contents. Ils espéraient avoir des logements suffisamment grands pour loger toute la famille. Le loyer en lui-même était abordable. Par exemple, 320 F par mois pour un F4. Mais rapidement, la réalité est apparue. Par exemple ici à la cité des Joncherolles, il y a par appartement une chaudière individuelle. Pour pouvoir chauffer, il faut dépenser par mois 600 à 700 F, ce qui finalement élève les frais de logement d'une telle façon qu'il est impossible à beaucoup de familles de les payer.

Dans une autre cité, le Moulin-Neuf à Stains, les locataires payent 350 F de loyer et 450 F de charges, ce qui au total, fait 800 F, une somme bien trop élevée. Les logements, contrairement à ce que les gens croyaient au début, sont trop petits pour loger les familles nombreuses. Comme il y a surpeuplement,

les locataires ne peuvent pas toucher l'allocation-logement. Comme ils ne peuvent payer les charges et le loyer trop élevés, la municipalité leur refuse des logements plus grands. De ce fait, les conditions de vie sont déplorables.

L'alcoolisme et les divorces augmentent. Certaines femmes sont totalement découragées et ne font même plus leurs commissions. Les gosses vont presque tous dans des classes de perfectionnement. Autre difficulté pour ceux qui ne peuvent pas payer l'électricité : on la leur coupe. Or comme le chauffage utilise un accélérateur d'eau qui fonctionne à l'électricité, quand l'EDF coupe celle-ci, le chauffage ne fonctionne plus. Tous les quinze jours, il y a ici des coupures. Mais les gens ne se laissent plus faire. Il refont eux-mêmes le branchement et rétablissent l'électricité.

Pour ce qui est des allocations familiales on a fait du

porte-à-porte pour que tous les gens remplissent leurs papiers et puissent toucher les allocations.

HR : Quelles ont été les principales actions du comité de lutte que tu animes ?

Y. Huriez : Depuis trois ans, le comité de lutte dénonce le racisme et les ghettos. Ici, ce n'est qu'un ghetto en dur. Les jeunes d'ici sont interdits de séjour à la MJC d'à côté. On cherche d'abord à intéresser les gens, à les faire agir. Par exemple, la municipalité PCF a fait construire un mur durant les congés pour séparer la cité de transit de la cité voisine. Tout ça pour pas que nos enfants aillent jouer dans le parc à sable et avec les jeux que possède l'autre cité. Dans notre cité il n'y a rien pour eux.

Le comité de lutte a appelé les gens à se mobiliser pour détruire ce mur. Ça a été fait le lundi de Pentecôte l'an dernier,

malgré la présence des flics envoyés par la municipalité.

Depuis quelques temps, nous avons squatté un local qu'on a transformé en local parallèle. On l'a ouvert il y a un mois et demi. On y fait des cours d'alphabétisation, des cours de premiers soins médicaux, ciné-club avec débat.

On le laisse même aux jeunes et aux gosses en exigeant qu'ils le laissent propre, ce qu'ils font. La plupart des gens de la cité participent à ce que l'on fait. Nos activités réveillent certains. Par exemple, une ancienne coiffeuse qui avait abandonné et qui avait sombré dans le découragement, s'est remise à coiffer quelques femmes. On va aussi organiser une coopérative de fruits et légumes.

HR : N'y a-t-il pas d'expulsion dans la cité ?

Yvonne Huriez : Ça fait trois ans qu'il n'y en a pas eu. Comme il va y en avoir à la cité du Moulin-Neuf, une centaine environ au 15 mars, il risque d'y en avoir aussi ici pour les gens qui ne paient pas le loyer, ce qui fait une quarantaine à la cité des Joncherolles sur 150 familles. L'huissier est déjà venu pour ces expulsions. Mais au cours de ses premières visites, il a été évidemment très mal reçu et n'a pas osé insister. Avant d'expulser, ils vont essayer d'enlever les gosses aux parents. Mais alors là les gens sont prêts à se défendre à tout prix, à coups de fusil s'il le faut. En cas d'expulsion, nous occuperons tous ensemble des logements vides dans les environs en attendant qu'on nous reloger.

HR : Quelles sont vos prochaines actions ?

Y. Huriez : Il va y avoir une coordination des huit cités de transit de la région parisienne. Le samedi 17 mars, nous organisons une marche contre le racisme, et les conditions de logement, la non-culture, contre les ghettos, etc.

HR : Souhaitez-vous le soutien des organisations syndicales et autres ?

Y. Huriez : Nous souhaitons beaucoup le soutien des ouvriers, des sections syndicales. Nous souhaitons ne pas rester seuls ni être marginalisés.

Interview réalisée par Henri MAZERAU

La marche partira à 14 heures place du 8 Mai 1945 à St-Denis (93) samedi 17 mars 1979

Pour contacter le comité de lutte, pour soutenir, écrire à : Comité de lutte contre la misère - 114, Avenue Lénine Bâtiment 2 M 21 - 93380 Pierrefitte. Téléphone : 823 73 88.